



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.038/2
du 12 octobre 2020

advies 68.038/2
van 12 oktober 2020

sur

over

un projet d'arrêté ministériel
'modifiant la liste jointe
comme annexe 1^{re} à l'arrêté
royal du 25 juin 2014 fixant les
procédures, délais et conditions
en matière d'intervention de
l'assurance obligatoire soins de
santé et indemnités dans le
coût des implants et des
dispositifs médicaux invasifs'

een ontwerp van ministerieel
besluit 'tot wijziging van de
lijst, gevoegd als bijlage 1 bij
het koninklijk besluit van
25 juni 2014 tot vaststelling
van de procedures, termijnen
en voorwaarden inzake de
tegemoetkoming van de
verplichte verzekering voor
geneeskundige verzorging en
uitkeringen in de kosten van
implantaten en invasieve
medische hulpmiddelen'

Le 16 septembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et de la Migration à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'modifiant la liste jointe comme annexe 1^{re} à l'arrêté royal du 25 juin 2014 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des implants et des dispositifs médicaux invasifs'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 octobre 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été rédigé par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 octobre 2020.

*

Op 16 september 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot wijziging van de lijst, gevoegd als bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 25 juni 2014 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van implantaten en invasieve medische hulpmiddelen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 oktober 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is opgesteld door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 oktober 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Selon l'alinéa 4 du préambule, l'avis de l'Inspecteur des Finances a été donné le 18 août 2020.

Dans les documents transmis à la section de législation, cet avis n'est ni daté ni signé.

Il appartient à l'auteur du projet de vérifier que cette formalité préalable obligatoire a été valablement accomplie.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'alinéa inséré par l'article 1^{er} du projet au début du point 2, avant le *littera* A (« Ophtalmologie »), de la liste jointe comme annexe 1 à l'arrêté royal du 25 juin 2014 'fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des implants et des dispositifs médicaux invasifs', se réfère à « une condition de remboursement » selon laquelle « il est fait mention d'une année au cours de laquelle la section 9 de l'arrêté royal n° 21 du 14 mai 2020 portant des adaptations temporaires aux conditions de remboursement et aux règles administratives en matière d'assurance obligatoire soins de santé suite à la pandémie COVID-19 est d'application ». Cette section 9 comprend un article 15, rédigé comme suit :

« Pour les fournisseurs d'implants, les mesures reprises à l'annexe 12 sont d'application ».

Les articles 31 et 32 du même arrêté royal n° 21 disposent comme suit :

« Art. 31. Les mesures fixées dans le présent arrêté restent d'application jusqu'à une date à fixer par le Roi, même si une date de fin est fixée dans les annexes. Le Roi peut fixer une date différente pour chaque mesure.

Art. 32. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2020 ».

Il résulte de l'article 7, alinéa 3, de la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II)', sur la base de laquelle l'arrêté royal n° 21 du 14 mai 2020 a été adopté, que celui-ci « s[era] réput[é] n'avoir jamais produit [ses] effets s'i[l] [n'est] pas confirm[é] dans le délai [d'un an à partir de son entrée en vigueur] », ce délai expirant, s'agissant de cet arrêté royal, le 30 mai 2021 ¹.

C'est donc sous la réserve de la confirmation de l'arrêté royal n° 21 que le texte en projet, qui y fait référence en son article 1^{er}, est examiné.

S'agissant de l'effet dans le temps de cet arrêté royal n° 21, il y a lieu également de tenir compte de l'article 18, § 2, de l'avant-projet de loi 'portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II)', qui prévoit que,

« [d]ans l'article 31 de l'arrêté royal n° 21 du 14 mai 2020 portant des adaptations temporaires aux conditions de remboursement et aux règles administratives en matière d'assurance obligatoire soins de santé suite à la pandémie COVID-19, dans la première phrase, les mots 'et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025' sont insérés entre les mots 'par le Roi,' et 'même si' ».

Cette disposition a donné lieu à l'observation formulée sous les articles 17 et 18 de l'avis n° 67.578/1-2-3 donné le 3 juillet 2020 sur cet avant-projet, rédigée comme suit :

« Les articles 17, § 2, et 18, § 2, sont rédigés comme suit :

– Article 17, § 2 : 'Dans l'article 72 de l'arrêté royal n° 20 du 13 mai 2020 portant des mesures temporaires dans la lutte contre la pandémie COVID-19 et visant à assurer la continuité des soins en matière d'assurance obligatoire soins de santé, la première phrase est complétée par les mots 'et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025'.

– Article 18, § 2 : 'Dans l'article 31 de l'arrêté royal n° 21 du 14 mai 2020 portant des adaptations temporaires aux conditions de remboursement et aux règles administratives en matière d'assurance obligatoire soins de santé suite à la pandémie COVID-19, dans la première phrase, les mots 'et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025' sont insérés entre les mots 'par le Roi,' et 'même si'.

Si ces dispositions sont adoptées, les textes ainsi complétés se liront ainsi (textes ajoutés en italiques) :

– Article 72 de l'arrêté royal n° 20 du 13 mai 2020 'portant des mesures temporaires dans la lutte contre la pandémie COVID-19 et visant à assurer la continuité des soins en matière d'assurance obligatoire soins de santé', tel que confirmé par l'article 17, § 1^{er}, de l'avant-projet de loi à l'examen : 'Les mesures fixées dans le présent arrêté restent d'application jusqu'à une date à fixer par le Roi *et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025*. Le Roi peut fixer une date différente pour chaque mesure'.

¹ L'arrêté royal n° 21 du 14 mai 2020 ne contient aucune disposition relative à son entrée en vigueur, même si son article 32 dispose qu'il « produit ses effets le 1^{er} mars 2020 ». Publié le 20 mai 2020, cet arrêté royal est donc entré en vigueur en vertu du droit commun dix jours après cette publication, à savoir le 30 mai 2020 (article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'), avec prise d'effet au 1^{er} mars 2020.

– Article 31 de l'arrêté royal n° 21 du 14 mai 2020 'portant des adaptations temporaires aux conditions de remboursement et aux règles administratives en matière d'assurance obligatoire soins de santé suite à la pandémie COVID-19', tel que confirmé par l'article 18, § 1^{er}, de l'avant-projet de loi à l'examen : 'Les mesures fixées dans le présent arrêté restent d'application jusqu'à une date à fixer par le Roi, *et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025* même si une date de fin est fixée dans les annexes. Le Roi peut fixer une date différente pour chaque mesure'.

La portée des habilitations conférées au Roi par l'article 72 de l'arrêté royal n° 20 du 13 mai 2020 et l'article 31 de l'arrêté royal n° 21 du 14 mai 2020 ne peut s'analyser qu'au regard des limites matérielles tracées aux pouvoirs du Roi par l'habilitation qui lui a permis, en vertu de la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II)', d'adopter ces arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux.

En vertu de l'article 2, alinéa 1^{er}, de cette loi, les pouvoirs spéciaux conférés au Roi par l'article 5, § 1^{er}, de cette même loi ne peuvent être mis en œuvre qu' '[a]fin de permettre à la Belgique de réagir à l'épidémie ou la pandémie du coronavirus COVID-19 et d'en gérer les conséquences'.

Ce n'est donc que dans ces mêmes limites matérielles que les habilitations dont il est question à l'article 72 de l'arrêté royal n° 20 et à l'article 31 de l'arrêté royal n° 21, confirmés par les articles 17, § 1^{er}, et 18, § 1^{er}, de l'avant-projet de loi, doivent être interprétées.

Par l'effet des articles 17, § 2, et 18, § 2, de l'avant-projet, ces limites matérielles des habilitations sont maintenues ('afin de permettre à la Belgique de réagir à l'épidémie ou à la pandémie du coronavirus COVID-19 et d'en gérer les conséquences') mais ces habilitations sont en outre limitées dans le temps au 31 décembre 2025.

Ces articles ne peuvent donc être lus comme signifiant que le Roi serait désormais désinvesti de son obligation de tenir compte des limites matérielles qui viennent d'être rappelées. Il doit même être considéré que, dès la fin de l'épidémie ou de la pandémie du coronavirus COVID-19 ou de la disparition de la nécessité d'en gérer les conséquences, le Roi aura l'obligation de mettre un terme à la mise en vigueur des arrêtés royaux n° 20 et 31.

C'est d'ailleurs en ce sens que s'exprime, en des termes identiques, le commentaire des articles 17, § 2, et 18, § 2, de l'avant-projet :

'Il s'avère opportun de limiter dans le temps l'application des mesures adoptées et donc de limiter dans le temps la possibilité pour le Roi de mettre fin à chacune des mesures confirmées. Il n'est toutefois pas possible à ce stade de déterminer une date de fin pour chacune des mesures prévues tant parce que la pandémie, son évolution et ses impacts laissent encore place à l'incertitude et que certaines mesures nécessiteront une déconstruction progressive à négocier avec les secteurs concernés et les différents stakeholders. En dehors du contexte des pouvoirs spéciaux, le Roi est compétent pour la mise en œuvre concrète d'un grand nombre de règles qui ont fait l'objet des mesures temporaires dans le cadre des pouvoirs spéciaux (nomenclature, processus de facturation, ...). Il semble opportun de lui laisser la compétence de mettre fin aux mesures temporaires pour qu'il puisse opérer les ajustements nécessaires à la transition vers un retour à la normale. La date du 31 décembre 2025 a été retenue pour garantir que les dispensateurs de soins et les autres partenaires de l'assurance obligatoire puissent absorber

les effets du choc causé au système par la pandémie et que le retour vers les mesures structurelles puisse tenir compte de l'ensemble des réalités du terrain' »².

La mise en application de l'alinéa inséré par l'article 1^{er} du projet au début du point 2, avant le *littera* A (« Ophtalmologie »), de la liste jointe comme annexe 1 à l'arrêté royal du 25 juin 2014 tiendra compte des limites exposées dans cette observation.

EXAMEN DU PROJET

Article 1^{er}

Dans la version française de l'alinéa en projet, l'adjectif « précédent » sera remplacé par le participe présent « précédant ».

Article 2

En vertu de l'article 2 du projet, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Comme le Conseil d'État l'a déjà rappelé, une règle selon laquelle un arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informés, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'³.

Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer d'une date de publication telle que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié⁴.

L'article 2 sera revu en conséquence.

*

² Avis n° 67.578/1-2-3 donné le 3 juillet 2020 sur un avant-projet de loi 'portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II)' (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 1442/1, pp. 43 à 45, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67578.pdf>).

³ Voir, en ce sens, notamment l'avis n° 67.484/2 donné le 22 juin 2020 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 6 juillet 2020 'modifiant le chapitre « C. Oto-rhino-laryngologie » de la liste et les listes nominatives jointes comme annexes 1 et 2 à l'arrêté royal du 25 juin 2014 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des implants et des dispositifs médicaux invasifs' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67484.pdf>).

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 152.1 et formule F 4-5-1-1.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTE

Luidens het vierde lid van de aanhef is het advies van de inspecteur van Financiën op 18 augustus 2020 gegeven.

In de documenten die aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State zijn toegezonden, is dat advies noch gedateerd, noch ondertekend.

De steller van het ontwerp moet nagaan of dat verplichte voorafgaande vormvereiste naar behoren is vervuld.

ALGEMENE OPMERKING

Het lid dat bij artikel 1 van het ontwerp wordt ingevoegd aan het begin van punt 2, vóór *littera* A (“Oftalmologie”), van de lijst die als bijlage 1 is gevoegd bij het koninklijk besluit van 25 juni 2014 ‘tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van implantaten en invasieve medische hulpmiddelen’, verwijst naar “een vergoedingsvoorwaarde” volgens welke “er melding wordt gemaakt van een jaar tijdens het welke afdeling 9 van het koninklijk besluit nr. 21 van 14 mei 2020 houdende tijdelijke aanpassingen aan de vergoedingsvoorwaarden en administratieve regels in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging ten gevolge van de COVID-19 pandemie van kracht is”. Die afdeling 9 bevat een artikel 15 dat als volgt luidt:

“Voor de verstrekkers van implantaten gelden de maatregelen in bijlage 12”.

De artikelen 31 en 32 van hetzelfde koninklijk besluit nr. 21 luiden als volgt:

“Art. 31. De maatregelen die zijn vastgesteld bij dit besluit blijven van toepassing tot een door de Koning te bepalen datum, zelfs als er in de bijlagen een einddatum is vastgesteld. De Koning kan voor iedere maatregel een andere datum bepalen.

Art. 32. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 2020”.

Uit artikel 7, derde lid, van de wet van 27 maart 2020 ‘die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II)’, die rechtsgrond verleent aan koninklijk besluit nr. 21 van 14 mei 2020, volgt dat dit besluit “[zal] worden geacht nooit uitwerking te hebben gehad indien [het] niet [wordt] bekrachtigd binnen een termijn van een jaar vanaf [zijn] inwerkingtreding.”, een termijn die voor dit koninklijk besluit op 30 mei 2021 verstrijkt.¹

Het is dan ook onder voorbehoud van de bekrachtiging van koninklijk besluit nr. 21 dat de ontworpen tekst – waarvan artikel 1 naar dat besluit verwijst – wordt onderzocht.

Wat betreft de werking in de tijd van dat koninklijk besluit nr. 21 dient tevens rekening te worden gehouden met artikel 18, paragraaf 2, van het voorontwerp van wet ‘houdende bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II)’, waarin het volgende wordt bepaald:

“In artikel 31 van het koninklijk besluit nr. 21 van 14 mei 2020 houdende tijdelijke aanpassingen aan de vergoedingsvoorwaarden en administratieve regels in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging ten gevolge van de COVID-19 pandemie, worden in de eerste zin de woorden ‘en ten laatste tot 31 december 2025’ ingevoegd tussen de woorden ‘te bepalen datum’ en de woorden ‘zelfs als’”.

Die bepaling heeft aanleiding gegeven tot de volgende opmerking over de artikelen 17 en 18 in advies 67.578/1-2-3, dat op 3 juli 2020 over dat voorontwerp is gegeven:

“De artikelen 17, § 2, en 18, § 2, luiden als volgt:

– Artikel 17, § 2: ‘In artikel 72 van het koninklijk besluit nr. 20 van 13 mei 2020 houdende tijdelijke maatregelen in de strijd tegen de COVID-19 pandemie en ter verzekering van de continuïteit van zorg in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging wordt de eerste zin aangevuld met de woorden ‘en ten laatste tot 31 december 2025’.

– Artikel 18, § 2: ‘In artikel 31 van het koninklijk besluit nr. 21 van 14 mei 2020 houdende tijdelijke aanpassingen aan de vergoedingsvoorwaarden en administratieve regels in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging ten gevolge van de COVID-19 pandemie, worden in de eerste zin de woorden ‘en ten laatste tot 31 december 2025’ ingevoegd tussen de woorden ‘te bepalen datum’ en de woorden ‘zelfs als’.

Indien die bepalingen worden aangenomen, zullen de aldus aangevulde teksten als volgt gelezen moeten worden (toegevoegde teksten cursief gedrukt):

– Artikel 72 van koninklijk besluit nr. 20 van 13 mei 2020 ‘houdende tijdelijke maatregelen in de strijd tegen de COVID-19 pandemie en ter verzekering van de continuïteit van zorg in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging’, zoals het bekrachtigd is bij artikel 17, § 1, van het voorliggende voorontwerp van wet: ‘De

¹ Koninklijk besluit nr. 21 van 14 mei 2020 bevat geen enkele bepaling betreffende de inwerkingtreding ervan, ook al bepaalt het in artikel 32 dat het “uitwerking heeft met ingang van 1 maart 2020”. Dat koninklijk besluit, dat bekendgemaakt is op 20 mei 2020, is dus krachtens het gemene recht tien dagen na die bekendmaking in werking getreden, te weten op 30 mei 2020 (artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’), met uitwerking op 1 maart 2020.

maatregelen die zijn vastgesteld bij dit besluit blijven van toepassing tot een door de Koning te bepalen datum *en ten laatste tot 31 december 2025*. De Koning kan voor iedere maatregel een andere datum bepalen’.

– Artikel 31 van koninklijk besluit nr. 21 van 14 mei 2020 ‘houdende tijdelijke aanpassingen aan de vergoedingsvoorwaarden en administratieve regels in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging ten gevolge van de COVID-19 pandemie’, zoals het bekrachtigd is bij artikel 18, § 1, van het voorliggende voorontwerp van wet: ‘De maatregelen die zijn vastgesteld bij dit besluit blijven van toepassing tot een door de Koning te bepalen datum, *en ten laatste tot 31 december 2025* zelfs als er in de bijlagen een einddatum is vastgesteld. De Koning kan voor iedere maatregel een andere datum bepalen.

De strekking van de machtigingen die aan de Koning worden verleend krachtens artikel 72 van koninklijk besluit nr. 20 van 13 mei 2020 en artikel 31 van koninklijk besluit nr. 21 van 14 mei 2020 kan enkel worden uitgelegd in het licht van de materiële beperkingen van de bevoegdheden van de Koning ingevolge de machtiging op grond waarvan hij krachtens de wet van 27 maart 2020 ‘die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II)’ die koninklijke bijzonderemachtenbesluiten heeft kunnen vaststellen.

Krachtens artikel 2, eerste lid, van die wet, mogen de bijzondere machten die aan de Koning worden verleend bij artikel 5, § 1, van diezelfde wet, enkel ten uitvoer worden gelegd ‘teneinde het België mogelijk te maken te reageren op de coronavirus COVID-19 epidemie of pandemie en de gevolgen ervan op te vangen’.

De machtigingen waarvan sprake is in artikel 72 van koninklijk besluit nr. 20 en in artikel 31 van koninklijk besluit nr. 21, bekrachtigd bij de artikelen 17, § 1, en 18, § 1, van het voorontwerp van wet, moeten dus enkel in het licht van diezelfde materiële beperkingen uitgelegd worden.

Ten gevolge van de artikelen 17, § 2, en 18, § 2, van het voorontwerp, blijven de machtigingen onderhevig aan dezelfde materiële beperkingen (‘teneinde het België mogelijk te maken te reageren op de coronavirus COVID-19 epidemie of pandemie en de gevolgen ervan op te vangen’), maar worden die machtigingen bovendien beperkt in de tijd tot 31 december 2025.

Die artikelen mogen derhalve niet aldus gelezen worden dat de Koning voortaan niet meer verplicht zou zijn rekening te houden met de materiële beperkingen waarop zonet gewezen is. Het is zelfs zo dat zodra de COVID-19 epidemie of pandemie voorbij is of het niet meer nodig is de gevolgen ervan op te vangen, de Koning verplicht is de koninklijke besluiten nrs. 20 en 31 buiten werking te stellen.

In de bespreking van de artikelen 17, § 2, en 18, § 2, van het voorontwerp wordt in dat verband overigens in die zin hetzelfde gesteld in de volgende bewoordingen:

‘Het is opportuun om de toepassing in de tijd van de aangenomen maatregelen te beperken en dus de mogelijkheid voor de Koning om elk van de bekrachtigde maatregelen te beëindigen in de tijd te beperken. In dit stadium is het echter niet mogelijk, om voor elk van de voorziene maatregelen een einddatum te bepalen, omdat de pandemie, haar evolutie en haar gevolgen nog onzeker zijn en omdat bepaalde maatregelen een geleidelijke afbouw vergen die moet worden onderhandeld met de betrokken sectoren en de verschillende stakeholders. Buiten de context van de bijzondere machten is de Koning bevoegd voor de tenuitvoerlegging van een groot aantal regels die het voorwerp zijn van tijdelijke maatregelen in het kader van de bijzondere machten (nomenclatuur, facturatieprocessen, ...). Het lijkt opportuun om hem de bevoegdheid te laten een einde te

stellen aan de tijdelijke maatregelen zodat hij de aanpassingen kan aanbrengen die noodzakelijk zijn voor de terugkeer naar het normale. De datum van 31 december 2025 werd weerhouden om te waarborgen dat de zorgverleners en de andere partners van de verplichte verzekering de effecten van de schok van het systeem ten gevolge van de pandemie kunnen absorberen en dat de terugkeer naar de structurele maatregelen kan rekening houden met alle realiteiten op het terrein”.²

Bij de toepassing van het lid dat bij artikel 1 van het ontwerp wordt ingevoegd aan het begin van punt 2, vóór *littera* A (“Oftalmologie”), van de lijst die als bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 25 juni 2014 is gevoegd, moet rekening worden gehouden met de beperkingen die in die opmerking zijn uiteengezet.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Artikel 1

In de Franse tekst van het ontworpen lid moet het bijvoeglijk naamwoord “*précédent*” worden vervangen door het onvoltooid deelwoord “*précédant*”.

Artikel 2

Krachtens artikel 2 van het ontwerp treedt het besluit in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Zoals de Raad van State reeds eerder heeft opgemerkt, heeft een regel naar luid waarvan een besluit in werking treedt op de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is, het nadeel dat, als het ontworpen besluit op het einde van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten ervan niet over de normale termijn van tien dagen zullen beschikken om daarvan kennis te nemen, een termijn die in principe wordt voorgeschreven door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerking treden van wetten en verordeningen’.³

² Advies 67.578/1-2-3, gegeven op 3 juli 2020 over een voorontwerp van wet ‘tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II)’ (*Parl.St.* Kamer 2019-20, nr. 1442/001, 43-45, (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67578.pdf>).

³ Zie in die zin inzonderheid advies 67.484/2, gegeven op 22 juni 2020 over een ontwerp dat heeft geleid tot het ministerieel besluit van 6 juli 2020 ‘tot wijziging van hoofdstuk “C. Oto-rino-laryngologie” van de lijst en van de nominatieve lijsten, gevoegd als bijlagen 1 en 2 bij het koninklijk besluit van 25 juni 2014 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van implantaten en invasieve medische hulpmiddelen’, (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67484.pdf>).

Indien de formulering in het ontwerp wordt gehandhaafd, moet worden gezorgd voor een datum van bekendmaking die iedereen voldoende tijd laat om kennis te nemen van de bekendgemaakte tekst.⁴

Artikel 2 moet dienovereenkomstig worden herzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 152.1 en formule F 4-5-1-1.